

<https://doi.org/10.18778/0208-6107.02.08>

Tadeusz Osipiński

ALEXIS DE TOCQUEVILLE VIS À VIS DES COURANTS
DE LA PENSÉE SOCIALE FRANÇAISE DU XIX^e SIÈCLE

Les recherches qui concernent l'histoire de la pensée sociale peuvent être poursuivies au moyen de deux méthodes. L'une de ces méthodes consiste à reproduire de façon, aussi fidèle que possible, les systèmes des penseurs particuliers. Cette méthode a ses bons et ses mauvais côtés. Dans la pensée reconstruite au moyen de celle-ci tous traits caractéristiques uniques reparaissent consciencieusement reproduits. La méthode qui vient d'être présentée permet aussi de suivre fidèlement les voies du développement intellectuel de son créateur. Toutefois il arrive souvent que le noeud de solutions et de problèmes imposé par l'époque et dans lequel le penseur se trouvait enchevêtré vienne à disparaître du champ de vision du chercheur. Il en est de même de la structure de la façon de penser, indispensable, qu'il avait été obligé d'adopter plus ou moins sciemment.

La deuxième méthode consiste à rechercher une trame commune dans laquelle les systèmes se sont souvent placés, même indépendamment de la volonté de leurs créateurs. Cette méthode est l'analyse des solutions possibles, des questions et des problèmes fondamentaux pour des époques particulières. Elle consiste plutôt à pratiquer l'histoire de la pensée qu'à prendre, de plus près, en considération la *dramatis personae* dans l'histoire de la pensée sociale. La méthode en question présente aussi certains inconvénients. On risque souvent de voir disparaître de l'horizon du chercheur les éléments dont les structures fondamentales se composent et de craindre que "les modèles de la façon de

penser", créées pour des formations intellectuelles particulières ne deviennent trop schématiques et qu'un nombre considérable de rectifications et restrictions apportées n'en fasse des instruments de recherche de valeur douteuse. Cependant, malgré tout, cette méthode a aussi des qualités: elle permet souvent de découvrir les points d'attache, invisibles de prime abord, qui relient entre eux des systèmes à orientations quelquefois diamétralement opposées et par cela même elle laisse apercevoir les liens qui existent entre les doctrines qu'on oppose d'habitude les unes aux autres. Il n'est pas facile de situer Alexis de Tocqueville sur un fond de courants de la pensée politique français du XIX^e siècle. La schéma simplifié du développement de celle-ci à même de démontrer comme les théories issues des expériences de la Grande Révolution, sous la pression des événements et celle du dynamisme évolutif intérieur, se sont séparés, au XIX^e siècle, en trois courants de la pensée, opposés entre eux et qui sont les idées conservatrices, les théories socialistes et le libéralisme bourgeois. Entre ces orientations principales on peut trouver beaucoup d'éléments communs. On pourrait citer, en guise d'exemple, que les mots d'ordre formulés par les radicaux qui contestent le droit à la propriété privée découlent des mêmes principes égalitaires sur lesquels reposaient les idées libérales.

La philosophie sociale du XIX^e siècle n'est pas seulement la continuation et le développement des problèmes de l'instruction. Beaucoup de ses trames se laissent expliquer en tant qu'opposition à l'égard de l'héritage d'idées du XIX^e siècle et de celui de l'époque de la Révolution. Les réflexions au sujet de la Grande Révolution et en particulier, au sujet de son épisode Jacobin, permettent de prendre conscience du danger qu'apportait la démocratie populaire et poussaient à une réaction à l'égard du rationalisme éclairé et des perspectives de l'individualisme. Non seulement les traditionnalistes mais aussi libéraux comme Tocqueville commencent à apercevoir les valeurs contenues dans l'ancienne tradition et l'usage non-écrit. Ils rétablissent la valeur des conceptions telles que communauté ou conscience collective, attirent l'attention sur la fonction sociale de la religion et mettant en lumière la fonction intégratrice de la famille. C'est sous cet aspect que, dans les écrits de Tocqueville,

la limite qui sépare les idées conservatrices des idées libérales tend à disparaître. Tocqueville, de pair avec les conservateurs, montre comment la Révolution tout combattant la tradition avait introduit de nouveaux mythes et de nouveaux préjugés à la place des convictions anciennes. Il soutenait de même que de Maistre, que les convictions irrationnelles de l'ancien régime avaient été remplacées par "les faux dogmes de la Révolution", comme le principe de l'égalité, la démocratie et la conception de l'individu isolé. Les descriptions des résultats désintégrant de la démocratie sont chez le jeune Lamennais et chez Tocqueville presque analogues, bien que ceux-ci soient, à d'autres points de vue, des penseurs que l'on considère comme étant opposés l'un à l'autre. Ce que Lamennais apercevait avant toutes choses dans la société égalitaire, c'étaient le chaos et la désagrégation. Par contre, Tocqueville insistait sur le fait que la formule de la démocratie facilitait la diffusion de la compétence du pouvoir à l'échelon central, car elle ne désavouait pas la conviction concernant l'existence "d'une société constituée d'hommes égaux".

L'égalité dans le domaine de la politique signifie l'abolition de la division en gouvernants et gouvernés. Tocqueville a démontré que, dans le système démocratique, un autre genre d'égalité était encore possible, et notamment celui de l'égalité dans la subordination, de l'égalité dans la dépendance d'individus impuissants face au pouvoir. A l'époque de la démocratie, le fait que la société renonce volontiers à la liberté en se contenant du mythe de la souveraineté du peuple contient par conséquent une menace pour cette liberté. Le pouvoir est alors considéré par l'individu comme son propre pouvoir et les limites qui séparent le gouvernement de la société viennent s'effacer dans la conscience de l'homme. Tocqueville apercevait la possibilité d'un despotisme inconscient au moment où l'obéissance à l'égard de l'autorité devient un réflexe quasi instinctif. Il a fait de "l'utopie négative" une image suggestive sur laquelle la société, jouissant de la plénitude de droits politiques, sombre dans l'apathie et l'indifférence et l'homme se renferme dans une sphère limitée d'intérêts privés tout en conservant les apparences d'un plein pouvoir.

Les réflexions au sujet de la pensée de Tocqueville permettent de comprendre à quel point la division en radicaux et en

partisans de l'ancien régime, c.à.d. en politiques de la gauche et de la droite est conventionnelle dans les recherches poursuivies sur la philosophie sociale du XIX^e siècle. A cause de leur attitude critique vis de la société démocratique de l'époque ainsi que vis-a-vis des principes libéraux, un grand nombre de socialistes français profitait de l'argumentation élaborée par les traditionnalistes. Il convient de rappeler ici, que c'est à de Bonald que Saint-Simon devait sa division des époques en époques critiques et organiques, et que la conception du légitimisme qui considèrait que seul un genre de pouvoir pouvait être légal, avait été empruntée par lui au parti politique de Bourbons. Cependant la similitude entre ces idéologies qui paraissent être si opposées était encore plus profonde. Il est évident, que ce n'était pas aux systèmes conservateurs que les radicaux empruntaient les arguments en faveur de l'ancien régime. Toutefois le traditionnalisme formait une base méthodologique pour les solutions autoritaires qui avaient été formulées par tous les courants de la pensée politique du XIX^e siècle. C'est là qu'on trouve les arguments contre le dogme de la souveraineté du peuple, contre celui des droits de l'homme ou celui de la liberté pour l'individu d'agir dans le domaine économique. C'est au XIX^e siècle que prend son origine l'idéologie du collectivisme contemporain inspirée par les théories des représentants de l'esprit conservateur. Elle proclame que la conscience collective est primordiale à l'égard de la raison de l'individu, et que seule la communauté et non pas l'individu peut être l'animateur de l'activité sociale. C'est dans le système de Saint-Simon que l'on peut suivre le mieux l'étrange façon dont l'industrialisme, le technocratisme, et le culte de la science se rallient aux solutions autoritaires des partisans de l'ancien régime. Ce qui unit Saint-Simon à de Maistre, c'est leur nostalgie commune à l'égard de l'ordre et de l'unité. Tous les deux traitent la Révolution française comme une manifestation politique du scepticisme, inaugurée par la Réformation protestante. Il sont convaincus, d'une même façon, de ce que les principes déduits de la raison de l'individu doivent s'avérer destructifs pour l'ordre social, ils rejettent de même les principes d'une égalité naturelle et considèrent le rétablissement des principes hiérarchiques comme une condition de stabilisation politique.

Ces deux idéologies condamnent d'un commun accord les principes du laissez-aller en y voyant la domination de l'intérêt individuel sur le bien commun. Ce qui les choque dans ce système, c'est surtout un manque d'organisation ainsi que l'image de la société, amorphe et difforme qu'il présente. Pour Saint-Simon comme pour de Maistre, les institutions du libéralisme politique sont devenues le synonyme de la corruption et de l'incapacité. Ils considèrent que la société subordonnée au mécanisme de la démocratie, sera privée d'un appui constant, et se tournera vers de nombreuses orientations contradictoires. Les deux penseurs sont convaincus, dans la mesure, de ce que le système parlementaire sert à forcer, d'une façon habile, les intérêts de groupes au détriment du bien commun et ils ne voient dans les garanties constitutionnelles qu'une manifestation de la méfiance vis-à-vis du pouvoir politique.

Il ne faut pas oublier que, si les socialistes français du XIX^e siècle contestent les principes de l'économie libérale, ce n'est pas toujours le sentiment de pitié envers la classe ouvrière ni la volonté de parer à l'exploitation qui en sont le mobile. Dans le cas de Saint-Simon, ce n'est pas le désir de triompher de la misère mais son aversion envers "le chaos" issu dans le système de la concurrence libre ainsi que la volonté de remplacer celui-ci par une association sociale "organique", basée sur des fondements à caractère scientifique. Le postulat concernant la planification dans la production, commun à de nombreuses théories socialistes, découle, le cas échéant, moins d'une opposition à l'égard du gaspillage ou de la concurrence que du besoin de grouper la société autour d'un centre d'autorité unique et d'associer l'énergie en la concentrant sur la réalisation de l'unique conception véritable. Le but essentiel du Saint-Simon n'était pas d'assurer l'efficacité de la production mais d'encercler la société au moyen de cadres d'une organisation totalitaire. Ils ne revendiquaient pas, pour la classe ouvrière, le contrôle de moyens de production, mais ils voulaient baser la propriété qui existait à l'époque sur des principes scientifiques d'organisation, dans le nouvel ordre hiérarchique, l'existence de la contrainte ni celle de l'exploitation n'aurait pas été possible par le fait même de l'existence de l'organisation totalitaire, ce qui aurait assuré à chaque pla-

ce conforme à ses prédispositions naturelles. Il est évident que, malgré ces analogies, il y a des différences assez considérables entre Saint-Simon et les représentants de l'esprit conservateur. Saint-Simon désire introduire une nouvelle élite composée d'hommes de science et de l'industrie à la place de l'ancienne aristocratie de famille. Si les traditionalistes recherchent les sources de l'autorité politique dans la monarchie dans la famille, dans la religion et dans les corporations médiévales autant Saint-Simon désire revêtir de cette autorité le pouvoir rationaliste, basé sur l'industrie et le culte de la science. Toutefois le centralisme ainsi que le principe de la souveraineté sont des idées qui relient l'esprit conservateur à l'idéologie socialiste, bien que, d'habitude, ces deux systèmes tendent énergiquement à se séparer l'un de l'autre.

Depuis des temps anciens l'humanité était hantée par le désir de créer une communauté humaine harmonieuse, rationnelle, au sein de laquelle tous conflits auraient été éliminés et l'activité des individus particuliers aurait reposé sur une aide réciproque en se complétant mutuellement. Au XIX^e siècle, les problèmes du manque d'ordre, d'unité dans l'activité des individus, de la perte de temps, de la frustration ainsi que de la dissipation de l'énergie humaine se faisaient sentir d'une manière particulièrement vive. Les socialistes français considéraient qu'il fallait transformer le chaos en ordre et discipline et que l'homme, dans une réalité définie de façon univalente, en tant que créature rationnelle, se sentirait le mieux. Sa liberté porterait alors un caractère ordonné et ses possibilités ainsi que ses besoins, tout bien à l'échelle sociale qu'individuelle, auraient été complètement harmonisés. Toutefois ce désir, transféré dans le langage de l'activité politique, équivaut toujours à une subordination de l'homme à l'organe du pouvoir souverain. Les socialistes qui proclamaient la nécessité de la rupture avec la monarchie et la tradition, ne tenaient d'aucune façon à se débarrasser de l'administration centralisée, à l'existence de laquelle ils avaient très bien su adapter leur programme. Le théoricien, conscient de l'immensité de réformes à accomplir ainsi que de l'urgence de problèmes sociaux les plus pressants à résoudre, se prononcera toujours en faveur du centralisme politique. L'assainissement des doléances ainsi que la

réparation du mal lui paraîtront toujours plus efficaces et plus radicaux lorsqu'ils viendront "d'en haut" à. ad. quand ils auront été réalisés par les facteurs placés au sommet de l'échelle sociale. A la suite de ce que la vie économique avait été façonnée par les règles du laissez-faire, les théories socialistes avaient tacitement adopté le principe que chaque activité humaine, non contrôlée par l'Etat, pouvait devenir une source de l'anarchie et du chaos. C'est pourquoi ces théories vont pencher vers les modèles collectifs de la vie commun, et les modèles de la démocratie ainsi que les principes du fonctionnement de la société, élaborés, au moyen de ces théories, seront résolus par l'injonction d'identifier l'homme à la volonté commune. Le modèle collectif de la façon de penser avait engendré le dédain envers l'individu isolé. On admettait que la véritable réalisation de celui-ci ne serait possible qu'au moyen de l'inclusion de cet individu à la puissance associée d'un corps collectif. L'insubordination sous forme d'un refus d'adaptation, exprimée au moyen de révolte ou de résistance, serait traitée comme une dépravation de la nature humaine et comme un reliquat de l'époque féodale. Le courant de la pensée socialiste met lumière les obligations de l'homme à l'égard de l'Etat. On considérait que, privés d'un pouvoir puissant, les hommes étaient condamnés à errer dans les ténèbres ne sachant pas s'arracher au cercle vicieux d'actions arbitrales et, à la fois, à caractère accidentale. L'Etat purifie leur activité en élevant celle-ci au rang de généralité et au niveau de la vérité. C'est lui qui anoblit et subtilise les valeurs se trouvent peut-être en l'homme, mais y existent à l'état chaotique en tant que désordonnées inconscientes, craintives et misérables. Nulle partie de la société ne peut prétendre à la raison et ce n'est que la totalité la collectivité absolue et qui est dotée de l'intelligence. "L'individu isolé" - écrivait Fourier, "est un être foncièrement infirme. Il n'est pas capable de mettre en marche, avec profit, ses douze passions. Il peut uniquement agir en tant qu'élément d'orchestre dans un ensemble formé d'un nombre considérable de tendances contradictoires et qui ont été réunies"¹. L'Etat qui se

¹ Cit. d'après: J. L. T a l m o n, Political Messianism, New York 1960, p. 14.

trouve au-dessus de ses citoyens est une condition indispensable de leur plénitude. Cette façon de penser attribuait au souverain pouvoir un status ontologique particulier et oignait d'une sanction exceptionnelle la sphère de son activité. "Dès lors, écrivait Tocqueville, ce n'est plus le peuple qui exerce le pouvoir dans ce régime-la, mais ceux qui savent ce qui est bon pour le peuple. Quelle heureuse distinction qui permet d'agir au nom de la nation sans se concerter avec celle-ci et de revendiquer sa gratitude tout en maltraitant ses droits"². Les socialistes français, désirant retrouver les principes de l'ordre à caractère politique, se tournaient vers le monde de la nature. Ils se proposaient de créer une société harmonieuse en recherchant les lois éternelles et immuables comme celles qui gouvernent le monde physique. Dans cette recherche, on rejetait l'expérience ainsi que l'histoire sous prétexte que celles-ci n'étaient qu'une suite ininterrompue de fautes, d'erreurs et de méprises humaines. D'après eux, l'histoire, jusqu'ici, n'était que l'histoire des recherches, des erreurs et des chutes humaines. Il suffisait, par contre, de prêter l'oreille au rythme parfait de l'ordre naturel pour en déduire, par analogie, les lois infaillibles qui se rapportent aussi à l'homme.

Saint-Simon, Fourier et Considérant croyaient à la possibilité de découvrir la vérité sur la société qui, de même que les vérités en géométrie, pourrait assurer à l'Etat l'infaillibilité de ses décisions. Comme il ne peut y avoir qu'une seule vérité en mathématiques, il en est de même pour une décision politique rationnelle qui ne peut s'exprimer qu'au moyen d'un seul modèle de comportement. Animés par un esprit d'unité et de symétrie, les socialistes se proposaient de réduire les phénomènes sociaux compliqués à un simple modèle. Toute activité humaine restera souillée par l'arbitraire et l'esprit de particularisme, aussi longtemps que la vérité sociologique, absolument certaine et universellement importante ne vienne à se réaliser. Tocqueville le démontrait, à maintes reprises, que les socialistes de même que les philosophes du VIII^e siècle bien qu'adversaires du despotisme des monarques, n'étaient pas parve-

² A. de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, T. 2, Paris 1865, p. 401.

nus à affranchir des schémas de la façon de penser qui avaient été élaborés par l'absolutisme. Ils croyaient qu'étant les détenteurs de la vérité qui porte un caractère absolu et ne pas d'exceptions, ils avaient le droit de revendiquer un pouvoir illimité afin de transférer le système élaboré par eux du plan de la théorie au plan de la réalité. Si toutes les parties de la création tendent à l'union générale et à l'unité, l'existence du même facteur sous la forme de l'Etat est indispensable pour garantir cette harmonie dans le domaine des relations sociales. L'existence d'un gouvernement omnipotent qui opprime toutes les formes de la vie est, à leurs yeux, tout à fait justifiée si celui-ci agit au nom de principes justes et équitables. D'après Saint-Simon, seule l'ignorance humaine vis-à-vis des lois sociales éternelles incitait les penseurs politiques à créer un système d'équilibre et de barrières pour le gouvernement. On avait, jusqu'à présent, traité l'Etat comme un élément étranger et hostile à l'égard de l'individu, par contre, en résultat du développement des sciences sociales, le pouvoir deviendrait un point d'appui et un guide pour la société tout entière.

Quant aux représentants de l'esprit conservateur, pour eux aussi le problème du pouvoir se réduisait à trouver une autorité dotée d'une sanction surnaturelle et qui serait le garant de l'unité morale et politique.

Selon de Maistre, le pouvoir doit s'appuyer sur l'autorité divine et, à ce titre, toute forme de gouvernement est, en vertu de la définition, un gouvernement absolu. Quant à l'ordre social, il doit être caractérisé par une structure hiérarchique ainsi que par la réalisation du principe de souveraineté. Tocqueville écrivait: "L'unité, l'omniprésence, et l'omnipotence du pouvoir, l'uniformité des principes de son activité, voici les traits caractéristiques de tous les systèmes politiques issus de nos jours"³. L'individualisme sceptique, l'attitude favorable à l'égard des normes intérieures du comportement, la répulsion à s'identifier à un courant organisé sont réprimés de la même façon par les radicaux. "En France il n'y a qu'un seul principe que nous ne sommes pas capables d'introduire: c'est le gouvernement

³ Ibid., T. 3, p. 477.

libre, et une seule institution dont nous ne pouvons pas nous débarrasser: c'est la centralisation⁴ - ainsi que le faisait observer Tocqueville. Au moment du début de la Révolution française, on lieut les idées radicales à la liberté d'opinions, à l'absence d'autorité, au manque d'oppression. Cependant en commençant par l'épisode Jacobin, la pensée révolutionnaire casse peu à peu d'être associée aux mots d'ordre libéraux tels que le respect pour la liberté personnelle ainsi que les méthodes démocratique de gouverner. Elle prend de plus un ton de dictateur et devient de moins en moins libérale. Les Jacobins affirmaient que la Révolution ouvrait devant l'humanité une ère de liberté qui lui avait été inconnue jusqu'alors, mais l'acte lui-même de la Révolution n'était pas encore la liberté. Le chemin à une pleine liberté mène à travers toute une époque transitoire, époque de violence et de terreur dont le dénouement était repoussé, de façon conséquente, par les Jacobins à un avenir non précisé. D'après Robespierre, l'action de la violence était d'ailleurs salutaire, car la terreur ne permettait pas à l'homme de s'arracher à la société. Il disait: "Le mobile d'action du gouvernement populaire au cours de la révolution est en même temps la vertu et la terreur; la vertu sans laquelle la terreur aurait été funeste et la terreur sans laquelle la vertu été impuissante"⁵.

La pensée conservatrice, de son côté, n'approuve pas non plus les solutions libérales. De même que les hommes de la Révolution chantent les louages de la violence ainsi de Maistre fait l'apologie du bourreau. La doctrine de la contrrévolution profondément religieuse, acceptait facilement la thèse concernant la dépravation de l'homme et celle du besoin de l'existence d'un pouvoir puissant sur celui-ci. Elle considérait que la subordination était l'état naturel de l'homme vivant dans la société, par contre c'est la contrainte qui était le principe de l'existence de l'Etat. Plus l'Etat était puissant, mieux cela valait pour les membres de la société, car ceux-ci étaient transférés,

⁴ A. de Tocqueville, *The Recollections*, London 1948, p. 202.

⁵ Cit. d'après: A. Mathiez, *Autour de Robespierre*, Paris 1925, p. 125.

d'une façon plus décidée, de l'était d'anarchie dans le domaine de l'ordre et de la discipline. C'est de cette manière que l'absolutisme conservateur d'une part et le totalisme révolutionnaire d'autre part avaient été façonnés. Entre ces deux idéologies il y a des différences faciles à discerner. Les socialistes français croyaient que la nature avait inculqué à l'homme une tendance instinctive au bien, bien qu'il cède si facilement à la désobéissance et à l'anarchie. La pensée conservatrice affirmait que les hommes étaient portés au mal et, qu'en réalité, ils étaient des êtres dépravés et déçus. Toutefois malgré la différence de conceptions anthropologique et de buts qu'on se proposait d'atteindre, ils suggéraient tout les mêmes solutions. Le totalisme révolutionnaire, lorsqu'il a recours à la violence, agissait ainsi convaincu qu'en se servant de la force, on ne faisait qu'accélérer le progrès dans le perfectionnement de l'harmonie sociale. Selon les théories de l'absolutisme conservateur, on doit recourir à la force pour maintenir l'homme dépravé dans les limites de la société civilisée. Ces deux idéologies professent donc la même foi dans la puissance de l'institution et leur commun idéal est l'Etat aux compétences élargies, car elles y voient une assurance devant la menace du chaos et de l'anarchie d'un individualisme non-contrôlé. Tocqueville pouvait écrire dans ses Mémoires: "J'ai remarqué depuis longtemps que l'unique moyen d'unir les représentants de l'esprit conservateur et les radicaux était d'attaquer le pouvoir du gouvernement central non pas dans ses détails, mais en tant que principe"⁶.

La Révolution française est phénomène à tel point hétérogène qu'elle était une source d'inspiration tout aussi bien pour les défenseurs de la centralisation et des méthodes autoritaires que pour les partisans des principes libéraux et du pluralisme. L'idéologie de la révolution revendiquait la transformation des rapports sociaux conformément aux injonctions de la raison et l'affranchissement de l'homme des liens d'une tradition morte.

Pour les uns les mots d'ordre de celle-ci se réduisaient au postulat de destruction de toutes les formes de loyauté de groupe et de famille, en mot de tout type d'institutions qui peuvent se trouver entre l'individu et l'Etat.

⁶ De Tocqueville, The Recollection, p. 202.

Il ne faut pas oublier non plus que c'est la Révolution qui avait donné l'impulsion à la recherche des formes de vie "simple" basée sur les besoins naturels. Les conceptions concernant le pouvoir intermédiaire, développées au cours du XIX^e siècle, étaient donc une simple conséquence des idées créées par la Révolution au sujet des liens sociaux "naturels" qui se formaient à l'échelon local. C'est l'époque du renforcement des systèmes bureaucratiques centralisés, mais en même temps apparaissent spontanément toutes sortes d'associations à caractère tout aussi bien professionnel que territorial. La méfiance à l'égard des structures sociales unifiées, caractéristique pour les idées libérales présente, dans le cas de Tocqueville, un bien fondé théorique particulier. Ce penseur considère que la société, façonnée sur le plan historique, ne peut s'appuyer ni sur l'ordre imposé par Dieu, ni sur le schéma qui avait été déduit des lois de nature ou celles de l'univers. Tocqueville ne croit pas à l'existence d'une théorie qui aurait pu donner l'unique et parfaite solution de tous les problèmes politiques. Dans ce domaine, les solutions n'atteindront jamais l'état d'une raison absolue et complète et l'on n'arrivera jamais à éliminer des rapports intra-humains la part de l'arbitraire ni celle de la fortune. On ne réussira jamais, non plus, à faire contenir la matière sociale dans les cadres d'un schéma basé sur des spéculations du fait même que le comportement de l'homme transgresse sans cesse les bornes de la rationalité pure. "Je me plaindrais à espérer" - écrivait Tocqueville - "qu'un certain jour, dans un avenir plus ou moins proche, nous découvrons l'admirable document contenant le remède à toutes nos misères ou bien qu'on trouvera un homme connaissant ce remède. Mais ce n'est malheureusement pas possible"⁷.

La pensée théorique se sevrera toujours d'une limite, nettement accentuée, entre le vrai et le faux et chaque théorie, de la nature même, des choses, tend à atteindre la simplicité et l'uniformité. Toutefois nul système politique n'est ni absolument "vrai" ni complètement "faux". Il ne peut donc jamais y avoir de garantie que, en réalisant une idée qui prétend à dé-

⁷ Lettre à A. M. Corcelle, 17.09.1853, [dans:] Correspondance d'Alexis de Tocqueville, Paris 1867, p. 231.

tenir de façon exclusive, la vérité absolue, nous parviendrons à améliorer la structure sociale. Par contre, nous avons la certitude que cette opération exercera une influence destructive sur le "tissu" subtil et délicat d'une réalité qui déjà été façonnée. "Pourquoi Descartes" se demande Tocqueville - "ne désirait se servir de sa méthode que dans certains domaines, bien que celle-ci se prêtait à être appliquée aussi dans tous les autres, avait-il déclaré qu'il ne fallait juger, de soi-même, que les problèmes philosophiques et non pas les problèmes politiques"⁸? C'étaient les raisons pour lesquelles il considérait que la structure la mieux appropriée à la société en question ne pourrait se réaliser que peu à peu et uniquement par voie de tâtonnements, à la suite de fautes commises et au moyen de confrontations de nature empirique. Quant au perfectionnement du système politique, il devait être atteint au moyen d'un élargissement du champ d'action où a lieu le libre choix entre les différentes valeurs. Le système qui garantit la liberté n'est donc pas l'oeuvre de projets ni d'une planification consciente, mais il se forme en tant que le résultat de "vérités expérimentales". L'activité consciente doit uniquement assurer le libre essor de tous les organes sociaux et veiller à ce que le processus du perfectionnement successif ne soit pas troublé par les utopies d'idéologues de provenance diverse.

Par contre, ce n'est pas d'expériences pratiques ni de connaissances historiques de la société que la pensée socialiste déduit ses solutions, mais d'hypothèses au sujet du caractère de la nature humaine et des buts vers lesquels tend l'histoire. Cette pensée se tourne vers l'avenir, elle ne désire pas la continuation des valeurs du monde existant au moment présent, elle abandonne les désirs ainsi que les idéaux actuels et construit la théorie de ce qui devrait être. Par contre, Tocqueville désire rétablir l'importance des valeurs et de buts formulés de perspective de l'homme isolé. A son avis, il n'existe pas de raison qui auraient justifié la priorité ou la supériorité des buts du gouvernement sur les intentions de tout citoyen pris à part. En un mot, la suprématie de l'intérêt poli-

⁸ De T o c q u e v i l l e, De la démocratie..., T. 3, p. 9.

tique sur les buts personnels de l'individu n'existe pas. Le postulat de décentralisation est le résultat de la négation des principes de l'universalisme ainsi que la conséquence de désacralisation de l'institution de l'Etat. Tocqueville, admet que le choix juste et opportune sera maintenu et renoncé par le développement historique, désire d'élaborer un système de méthodes et de moyens qui auraient suscité une initiative venue d'en bas.

La foi en l'existence d'un absolu politique faisait que les socialistes s'efforçaient d'atteindre la perfection au moyen d'une unification de l'activité ainsi qu'au moyen de l'union morale de la société. Tocqueville considèrait que la société ci-dessus serait incapable d'une activité autonome, car toute activité ne peut être réalisée que dans un système de pluralisme où existent de nombreux centres dans lesquels on prend des résolutions, une différentiation sur le plan intellectuel ainsi qu'une grande quantité de modèles de perfectionnement moral. Il voit l'idéal social dans un système où l'homme ne peut pas être caractérisé au niveau d'une échelle de valeurs homogènes, où se heurtent différentes opinions et divers modes de vie, mais aucun d'eux n'obtient le monopole pour détenir une vérité absolue. En un mot, c'est une société dans laquelle la diversité de désirs et de préférences est renforcée par une variété de formes d'organisation autonomes. La rationalité ne doit pas forcément consister dans le développement, par tout le monde, de normes de conduite univalentes comme un axiome en mathématiques. La perfection, si elle existe en général, est dissimulée dans l'irrégularité de l'ordre social. Le caractère compliqué des rapports, le manque de clarté des normes de vie s'opposent pas à la forme raisonnable de la société ci-dessus, mais ils sont justement la manifestation de cette raison.

L'idéal positif de Tocqueville devient plus compréhensible lorsqu'on l'étudie conjointement avec ses fonctions négatives c.à. d. quand on analyse les théories qui lui opposées et par opposition auxquelles il est né.

Il convient de rappeler que Tocqueville ne caractérise nulle part directement aucune des conceptions radicales. Ça critique de la pensée socialiste est la critique d'un certain stéréotype de celle-ci, répandu en France dans la moitié du XIX^e siècle. Ce stéréotype est sans nul doute une construction fort simpli-

fiée. On peut se demander si le système de Saint-Simon où les principes libéraux et démocratiques ont été rejetés d'une façon particulièrement nette peut être considéré comme le représentant du socialisme français de la première moitié du XIX^e siècle. Ce n'était pas un courant intellectuel à caractère exclusivement autoritaire et bureaucratique. Fourier et Proudhon étaient les adversaires de la centralisation nationale. Il ne faut pas oublier que le Phalanstère de Fourier était une coopérative à caractère complètement bénévole et que même pour Louis Blanc, l'Etat est un organisme démocratique limitant son activité à un champ d'action purement économique et pour lequel toute ingérence de sa part dans les affaires de conscience des particuliers ainsi que dans celle de leurs convictions personnelles est une chose inconnue. Les conceptions d'une société à caractère plural apparaissent dans de nombreuses constructions théoriques et elles étaient subordonnées à différentes valeurs suprêmes.

Certains représentants de l'esprit conservateur au XIX^e siècle étaient les défenseurs du pluralisme, car ils contestaient l'action unifiante de la Révolution française et essayaient de ressusciter les modèles de vie féodaux.

La pensée libérale se concentre, en particulier, sur les relations qui existent entre l'homme et l'Etat. Elle porte un caractère plural, surtout parcequ'elle croit que la structure sociale démembrée présente les meilleures garanties pour la liberté de l'homme. Il y avait aussi, à cette époque-là, un pluralisme radical qui lançait la vision, d'une société complètement nouvelle, édifiée sur les ruines des relations capitalistes et celles des bureaucraties nationales centralisées.

Ainsi donc la comparaison de la pensée de Tocqueville avec les théories des représentants de l'esprit conservateur et celles des socialistes permet de capter les conflits de nature idéologique des années 1815-1848 au nombre de controverses qui existent dans tous les courants de la pensée sociale française entre le principe de centralisation et le pluralisme social, entre la liberté et l'absolutisme politique.

Tadeusz Osiński

ALEXIS DE TOCQUEVILLE WOBEC FRANCUSKIEJ MYŚLI SPOŁECZNEJ XIX w.

Na wstępie autor twierdzi, że w wyniku Wielkiej Rewolucji nastąpił podział francuskiej myśli politycznej XIX w. na dwa przeciwstawne nurty: konserwatyzm i doktryny socjalistyczne. Przeciwstawienie takie utrudnia usytuowanie myśli Alexisa de Tocqueville na siatce ówczesnych sporów teoretycznych. Celem tej pracy jest ukazanie, w jaki sposób de Tocqueville, żywiąc niechęć do francuskiej ideologii socjalistycznej, nie mieści się również na przeciwległym biegunie stanowisk politycznych, tj. nie jest myślicielem konserwatywnym. Konfrontacja jego liberalnego i pluralistycznego modelu społeczeństwa z koncepcjami socjalistycznymi z jednej, a myślą konserwatywną z drugiej strony, pozwala wykazać, jak te dwa zazwyczaj sobie przeciwstawne światopoglądy zbliżają się do siebie w sposobie rozumienia funkcji państwa. Obie ideologie żywią wspólną wiarę w siłę instytucji centralnych, a ich ideałem jest państwo o rozszerzonych kompetencjach. Socjaliści domagali się rządu represjonującego życie społeczne, aby szybciej i skuteczniej wprowadzić słuszne zasady sprawiedliwości. Podobnie i zdaniem konserwatystów porządek społeczny cechować się musi hierarchią i realizacją zasady zwierzchnictwa. Tocqueville natomiast uważa, że społeczeństwo nie opiera się na porządku zesłanym przez Boga, ani też na schemacie wywiezionym z praw natury czy kosmosu. Nie uznaje zatem hierarchicznej struktury społecznej, ani tezy o nadrzędności interesu politycznego względem celów prywatnych. Przeprowadzone w artykule porównania pozwalają konflikty ideologiczne lat 1815-1848 widzieć również jako spory toczące pomiędzy zasadą centralizacji a społecznym pluralizmem, wolnością a absolutyzmem politycznym.